

« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »

Général PATTON

« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. »
Cours de tactiques 1922, Tomes II »

Editorial

Chers Lectrices et Lecteurs,

Voilà l'été, le soleil, la plage et les vacances, l'occasion de lire, de remettre à jours ses connaissances.

Direction, le Pacifique, avec l'**invasion soviétique de la Mandchourie**, qui fut l'une des dernières grandes opérations de la guerre du Pacifique, en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Déclenchée entre les deux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, elle vit l'invasion par l'Armée rouge de la Mandchourie, qui était alors le protectorat japonais du Mandchoukouo.

La fiche de lecture nous plonge dans les services secrets israéliens. En effet, pour assurer le futur d'un Israël assiégé, le Mossad a été à l'origine des faits de espionnage, de antiterrorisme et de assassinats parmi les plus saisissants du XXème siècle. Pour ce livre unique sur le sujet, Gordon Thomas a pu interviewer de nombreux agents du Mossad, informateurs, espions et anciens dirigeants. Il a eu accès à des documents confidentiels et à des sources secrètes qui permettent des révélations inédites sur ces services secrets.

Le GABON, lorsqu'on évoque ce pays d'Afrique, on oublie qu'en 1940, il est encore sous l'autorité d'un gouverneur qui a proclamé sa fidélité à Vichy. La position géographique de ce territoire ne permet pas que l'on puisse supporter indéfiniment cette épine vichyste au cœur de l'Afrique Française Libre. La décision est prise de faire une démonstration militaire pour chasser le gouverneur. L'opération projetée est purement Française Libre. Les alliés n'interviennent ni militairement ni matériellement (à l'exception de quelques navires de guerre britanniques qui veillent à ce que Dakar ne puisse expédier des renforts par mer au Gabon). Les soutiens logistiques sont donc réduits et, par voie de conséquence, les troupes mises en ligne le seront également. Le 27 octobre 1940, l'opération commence et le 12 novembre 1940, le Gabon est entièrement contrôlé par la France Libre qui y installe un nouveau gouverneur.

Je vous invite à parcourir l'article sur la logistique lors de l'opération SERVAL, il est intéressant sur plusieurs tableaux, pour les capitaines après leurs temps de commandements, mais aussi pour les officiers servant en CO de GTIA, BIA etc

Jules Louis Bolé de Chamlay personne peu connue mais qui a eu une vie riche et atypique est la personnalité du mois.

N'hésitez pas à m'envoyer des noms pour les personnages atypiques.

Bonnes vacances et rendez-vous en septembre.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voire dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook <https://www.facebook.com/groups/782917638416377/> que nous essayons de nourrir de actualités militaires, soit par courriel à lesiouxnewsletter@yahoo.fr.

Lieutenant-colonel Nicolas de LEMOS,
ORSEM Promotion Colonel Pierre MESSMER.
Stagiaire BTIAR, 26ème Promotion de l'EDG.

Table des matières**PREMIERE PARTIE**

L'offensive soviétique en Mandchourie de 1945 03

DEUXIEME PARTIE :

Le coin du préparant 05

FICHE DE LECTURE 07

TROISIEME PARTIE HISTOIRE 11

Une « victoire amère » : la campagne du Gabon Septembre . novembre 1940 11

La logistique de la brigade : l'exemple de Serval. 24

Personnage atypique 29

QUATRIEME PARTIE (proposition de lecture)

Le Sioux vous conseille 30

Feuille d'information gratuite

Responsable de la rédaction : Lieutenant-colonel ® de LEMOS

Secrétaire de rédaction :

Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.

Les propos et articles n'engagent pas l'Institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.

S'inscrire ou désinscrire à cette newsletter à l'adresse suivante :

lesiouxnewsletter@yahoo.fr

PREMIERE PARTIE BATAILLE L'OFFENSIVE SOVIETIQUE EN MANDCHOURIE DE 1945

Contexte :

Lors de la conférence de Yalta, Joseph Staline, sur l'insistance de Roosevelt, avait promis aux Alliés que l'Union soviétique entrerait en guerre contre le Japon trois mois après la fin des hostilités contre l'Allemagne. Aussi, dès le 2 avril 1945, il informe l'ambassadeur japonais à Moscou que le Pacte de neutralité soviéto-japonais de 1941 est rompu unilatéralement. Après le 8 mai, des transferts importants de troupes ont lieu de l'Europe vers l'Extrême-Orient pour renforcer les faibles unités sibériennes qui font face à l'armée nippone du Guangdong.

Forces en présence :

URSS : 1,5 millions d'hommes, 26 000 canons, 5 500 chars répartis en 2 armées.

Japon : 880 000 hommes, 5 000 pièces d'artillerie, 1 000 chars.

Théâtre des opérations : 1,3 millions de km² (superficie de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Benelux et du Danemark réunis).

Déroulement :

Phase préliminaire.

Dès le mois de mai 1945, les Soviétiques transfèrent par chemin de fer les hommes et le matériel nécessaires à l'attaque. Ils trompent les Japonais en lançant, dès l'arrivée des troupes, de gros travaux défensifs dans la région de Primore amies aussi en limitant les mouvements aux périodes nocturnes et même en cachant les unités dans des tranchées camouflées durant la journée. Ils planifient l'offensive pour le mois de août, durant la saison des pluies alors que les routes de la région se transforment en fondrières. Enfin, la 36^{ème} armée, chargée de faire diversion en direction de la ville de Hailar (très défendue par les Japonais) est largement pourvue avec 7 divisions d'infanterie (uniquement des jeunes recrues), 1 brigade de chars et de l'artillerie considérable pour focaliser l'attention des Japonais alors que l'armée rouge prépare en secret le franchissement des montagnes du Grand Khingan pour surprendre Tokyo.

Phase 1 : l'attaque.

Le 9 août, l'Armée rouge attaque sur trois fronts en pleine nuit et renonça (hormis la force de diversion) à appliquer les bombardements d'artillerie massifs préparatoires prévue par la doctrine pour préserver la surprise. Le front du Transbaikal traversa les montagnes et le désert du Grand Khingan avec deux corps mécanisés, un corps de chars renforcé (2 300 chars) et deux divisions d'artillerie sur un front de 400 km, le front de l'Extrême Orient attaqua dans une zone très valorisée par les Japonais avec le gros de l'artillerie et seulement 1 900 chars sur une largeur de 700 km. L'état-major soviétique demanda de faire converger les efforts des grandes unités afin de réduire la taille du front d'attaque et permettre ainsi d'avoir 30 chars et 200 canons ou mortiers au km.

Phase 2 : l'exploitation.

Fort de la surprise obtenue le premier jour, les Soviétiques exploitèrent leurs succès par une grande mobilité et l'action de détachement d'avant-garde interarmes puissant pour ouvrir l'axe de progression. La 6^{ème} armée de chars parcourut ainsi 900 km en 11 jours avec une vitesse moyenne de 82km/h, n'hésitant pas à contourner les centres de résistance nippons. Les faibles forces japonaises ne résistèrent qu'avec l'énergie du désespoir malgré un équipement déficient, l'absence de moyens antichars et les actions de sabotage menées par les troupes aéroportées légères de Moscou. Le 16 août 1945, les Soviétiques font leur jonction avec les troupes du parti communiste chinois à Kalgan encerclant l'armée japonaise. Le 20 août, le cessez le feu est déclaré même si de nombreuses unités impériales continueront à se battre jusqu'en septembre.

Parallèlement, les Soviétiques semparent des îles Sakhaline par une opération amphibie et pénètrent en Corée.

Bilan :

Les Soviétiques déplorent 8 000 morts et 22 000 blessés alors que le Japon perd 84 000 hommes et près de 594 000 prisonniers (dont 148 généraux) dont seulement 90 000 reverront leur pays en 1949.

DEUXIEME PARTIE
LE COIN DU PREPARANT

FREINER

FRN

Définition :
Ralentir la progression ENI sur une direction ou dans une zone par l'action de détachements mobiles, par des feux et par des obstacles.

Buts :
Mener un combat mobile dans la profondeur contre un ENI en MVT afin de **gagner des délais en cédant du TRN** tout en lui infligeant le maximum de pertes. L'action permet de:

- affaiblir l'ENI en préservant le potentiel
- rechercher et de préciser le renseignement ;
- essayer de canaliser sa progression ;
- préparer la reprise de l'OFF sur TRN favorable à sa DEST.

| | | | |
|-----|------|-----------|----------|
| ERI | SGAM | GTIA INF | GTIA ABC |
| NON | X | Oui (EEM) | X |

Comment :

- Emploi du génie sur une action finale afin de donner les délais nécessaires
- Si pas de voisins, organiser une flanc garde
- Fixer rythme en fonction des délais imposés
- Coordonner les fuseaux pour ne pas se faire infiltrer

Facteurs de succès/points clé :

- Prendre le contact
- Conserver l'initiative
- Rompre le contact

ZA

GTIA BLD: 10 à 15km x 60km

GTIA INF: 6 à 8 km x 30km

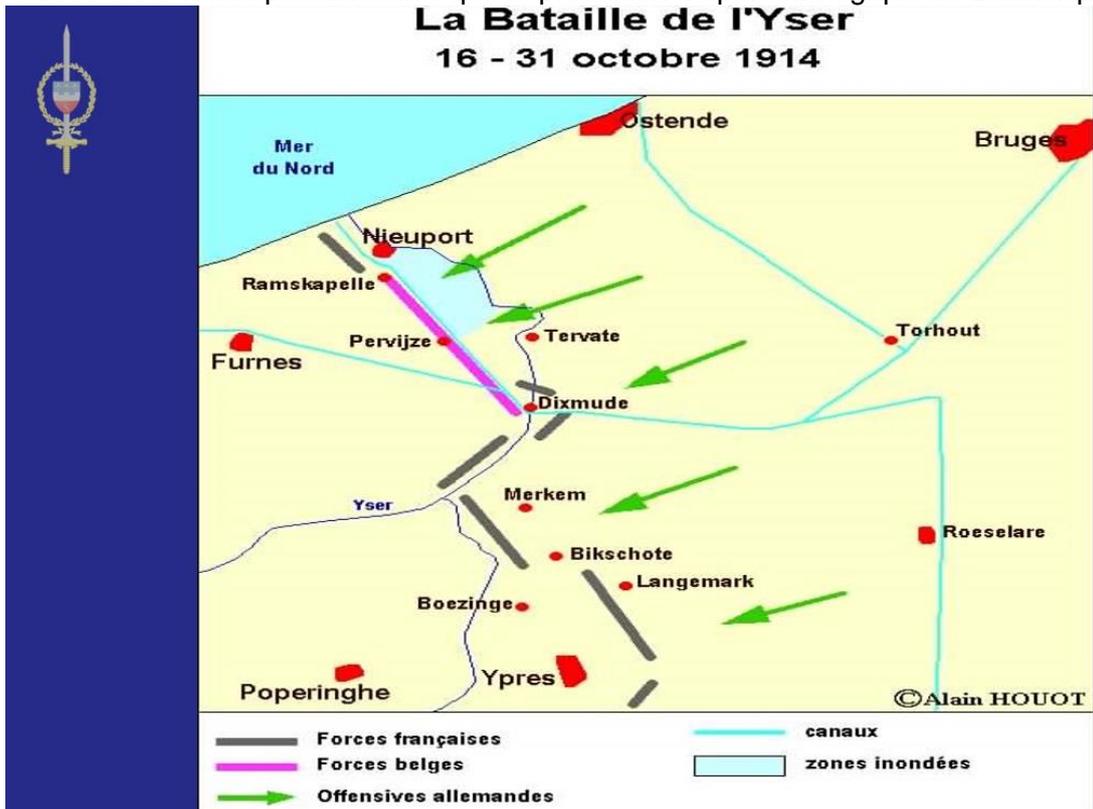
SGAM: 5 à 8km x 30 à 40km

RAPFOR :
1/1,5 à 3

RYTHME:
5 à 10 km/h

La bataille de l'Yser en Belgique du 17 au 31 octobre 1914 :

Après l'invasion de la Belgique par l'Allemagne, l'armée belge a freiné la progression allemande en utilisant le fleuve comme obstacle. En inondant les rives du fleuve, le renforcement des forces alliées a été rendu possible ainsi que la protection du port stratégique de Dunkerque.



Définition : Mission consistant à restreindre l'activité ennemie dans une zone ou sur un itinéraire défini et à créer un climat d'insécurité. Le harcèlement peut être obtenu :
 a- par le feu ;
 b- par des coups de main et des embuscades ;
 c- par des obstacles battus ou non.

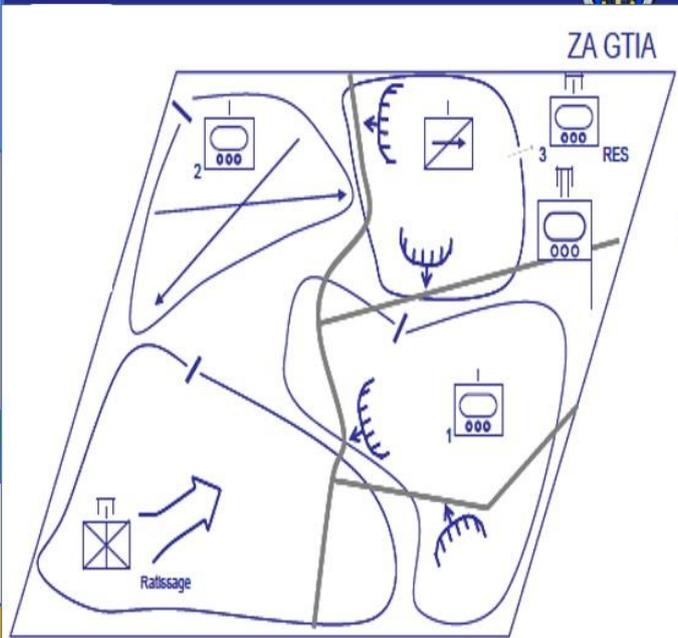
But : - favoriser l'affaiblissement militaire de l'adversaire par la multiplication des coups de main et des embuscades ;
 - provoquer des occasions de déceler sa présence ou de capturer ses ressources et l'obliger à se dévoiler ;
 - manifester la présence de la force et indirectement reconquérir la confiance de la population ;
 - imposer aux rebelles une mobilité forcée et le fractionnement de leur zone d'action ;
 - déloger une bande rebelle d'une position favorable pour provoquer son interception lors de l'esquive.

| EEI | SGAM | GTIA INF | GTIA BLD |
|-----|------|----------|----------|
| X | NON | X | X |

Comment :
 - Déterminer les zones favorables à l'action ;
 - Détecter l'ENI et déclencher son déplacement
 - Se désengager

Facteurs de succès/points clé :
 - Définition précise de la zone de harcèlement ,
 - renseignement permanent lors de la mise en place des différentes actions ;
 - coordination avec d'autres unités menant le même type d'action à proximité ou exploitant le harcèlement ;
 - Contact avec la population favorable
 - Délais de préparation des infiltrations

HARCELER (to harass)



ZA
GTIA BLD : variable en fonction du MA
GTIA INF : 200 à 400 km²
SGAM : variable en fonction du MA

RAPFOR : sans objet
RYTHME : dans la durée si les moyens RENS et LOG le permettent

Les fiches de lecture du CSEM

| | |
|--------------------|-----------------------------------|
| Titre de l'ouvrage | Histoire secrète du Mossad |
| Auteur - Edition | Gordon Thomas É POINTS 2006 |
| ISBN É Prix | |
| Rédacteur | CBA É LOT Benoit É 121° promotion |
| Date de rédaction | 15 É 01 - 2008 |

1/ L'AUTEUR



Gordon Thomas est un journaliste d'investigation gallois, âgé de 74 ans, qui a majoritairement écrit sur les services secrets. Il est l'auteur de 37 livres qui ont été publiés dans le monde entier, dont plusieurs best-sellers comme *Histoire secrète du Mossad* ou *les armes secrètes de la CIA*.

Il a été initié à l'art de enquêter sur les services secrets en 1960, à l'occasion de sa collaboration avec Chapman Pincher, qui était alors le plus grand spécialiste britannique en la matière. Tous deux étaient employés par le Daily Express, et certains de leurs articles sur les affaires Burgess et Maclean, lourdes en conséquences pour le renseignement britannique, ont contribué à la façon de Gordon Thomas de rendre compte de ce genre de question.

L'auteur se est par la suite intéressé de près aux batailles de ombre menées contre l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan, régions où les services secrets, et

notamment le Mossad, ont été particulièrement actifs. Il a, par ailleurs, beaucoup écrit sur le Vatican.

L'idée de ce livre est venue de la proposition qui lui a été faite de écrire et de présenter un documentaire sur le Mossad, diffusé sur la chaîne britannique Channel 4. Il se est alors rendu compte que peu d'informations concrètes circulaient sur le Mossad, pénurie qui contrastait avec la notoriété de la CIA, du MI6 ou du KGB.

Gordon Thomas reste cependant un auteur controversé, certains lui reprochant de ne pas fournir suffisamment de preuves ou de références.

2/ SYNTHÈSE DE L'OUVRAGE

Ce livre de plus de 600 pages est le fruit de deux ans et demi de travail et de plus d'une centaine d'entrevues, avec pour ambition de raconter de façon exhaustive l'histoire du Mossad sans toutefois dévoiler les méthodes de travail de ce service. Si est parfois difficile de trouver une logique dans l'enchaînement des chapitres, cinq grands domaines sont abordés dans « histoire secrète du Mossad ».

21/ Le début du mythe

En septembre 1929, suite à une agression au mur des lamentations, la communauté juive décide de mettre de l'argent de côté pour suborner des arabes assez bien disposés envers les juifs et les prévenir ainsi des attaques à venir. Cet embryon de service de renseignement

deviendra en 1951 le Mossad (*Ha mossad le teum*, lq« institut de coordination »), placé directement sous la responsabilité du 1^{er} ministre.

Deux grands succès vont être à la base de l'incroyable réputation d'efficacité de ce service :

- en 1963, le Mossad parvient à organiser la défection d'un MiG 21 irakien, avion de chasse le plus mystérieux de son époque ;
- en 1967, à la veille de la guerre des 6 jours, le Mossad possède un informateur dans l'ensemble des bases aériennes et états-majors égyptiens, ce qui lui permet d'organiser la destruction de l'intégralité de l'aviation égyptienne en une seule attaque, le 5 juin 1967 à 08h01 précise (horaire déterminé par les nombreux rapports des agents infiltrés dans les bases aériennes). Cette action sera décisive sur le sort de la bataille.

22/ Les succès

L'histoire du Mossad est parsemée de succès qui ne feront qu'accroître la réputation de ce service. La liste des actions couronnées de succès décrites dans l'ouvrage est trop longue pour faire l'objet d'un compte-rendu exhaustif. Certaines méritent cependant d'être soulignées :

- en 1960, l'enlèvement à Buenos Aires du nazi Adolf Eichmann, à l'insu des autorités argentines ;
- en 1965, un agent du Mossad, Elie Cohen, se faisant passer pour un Syrien exilé en Argentine, parvient à se procurer le plan complet du système défensif syrien et de la stratégie de ce pays de couper le nord d'Israël : une information inestimable ;
- la même année, un autre agent se procure la liste complète des scientifiques nazis vivant au Caire travaillant sur le programme balistique égyptien (ces derniers seront par la suite systématiquement éliminés par des opérationnels du Mossad) ;
- le vol, au mois de décembre 1969, de sept vedettes lance-missiles à Cherbourg, commandées à la France mais mises sous embargo par le général de Gaulle en représailles au bombardement de l'aéroport de Beyrouth par l'aviation israélienne ;
- les actions en Afrique où le Mossad était passé maître dans l'art de dresser les services les uns contre les autres afin de renforcer sa propre position, donnant notamment lieu à un affrontement sanglant avec les services spéciaux chinois ;
- l'enlèvement en 1986 à Rome de Mordechai Vanunu, ancien technicien de la centrale nucléaire israélienne secrète de Dimona, au moment où ce dernier s'apprêtait à diffuser dans la presse les preuves de la détention par l'État hébreux de l'arme nucléaire ;
- la manipulation de Robert Maxwell, magnat de la presse britannique, qui n'a pas hésité à piller le fonds de pension de son personnel au profit du Mossad et à mettre son influence au service des intérêts de l'État hébreu. Il a par ailleurs servi de VRP pour vendre un logiciel (« PROMIS ») de gestion de bases de données à différents organismes (dont les services de renseignement polonais ou des organismes d'État américains) qui permettait au Mossad de récupérer les éléments de ces bases de données à l'insu de leurs utilisateurs ;
- la capture en février 1999 à Nairobi, du leader kurde Abdullah Ocalan, remis en toute discrétion aux autorités turques.

23/ Les échecs

Le Mossad a bien entendu aussi connu des échecs retentissants :

- deux tentatives d'assassinats ont tourné au fiasco. A Lillehammer, en 1973, des agents du Mossad éliminent par erreur un serveur marocain, à la place d'Ali Hassan Salameh, cerveau de l'attentat de Munich, sous les yeux de la police norvégienne, intriguée par l'arrivée d'une douzaine d'étrangers. En 1997, l'échec de la tentative d'assassinat de Khalid Meshal, chef du Hamas, à Aman en Jordanie, conduit à l'arrestation des deux opérationnels du Mossad et à la libération, en contrepartie, d'une figure emblématique du Hamas, le cheick Ahmed Yassine.
- en 1997, l'échec de la tentative de manipulation d'un jeune palestinien et la perte de six faux passeports britanniques fabriqués par le Mossad, conduit à l'expulsion de trois agents du Mossad et à la fermeture (provisoire) de l'antenne de ce service à Londres ;
- toujours en 1997 (année noire pour le Mossad), le service israélien découvre qu'un de ses officier supérieur établit de faux rapports depuis 20 ans, en prétendant manipuler une fausse taupe à Damas.

Tous ces échecs auront à chaque fois un impact significatif sur le moral des agents du Mossad, à l'image de ce qui a connu la DGSE à la suite du fiasco du Rainbow Warrior.

24/ L'unité d'assassinat du Mossad : les « kiddons »

Selon Gordon Thomas, le Mossad est le seul service de renseignement à disposer encore officiellement d'une unité d'assassinat. Les membres de cette unité sont appelés les « kiddons » (les « tueurs ») et étaient encore 48 en 1998, dont 6 femmes.

Israël justifie l'existence de cette unité par l'application du principe biblique « %il pour %il », ce qui explique que la grande majorité des cibles des « kiddons » aient été des membres des groupes arabes considérés comme terroristes par l'État hébreu. Chaque exécution doit être validée par le Premier ministre en exercice et fait l'objet d'un procès-verbal, les Israéliens ne voulant pas que ces assassinats apparaissent comme des meurtres d'État mais bien comme la sanction judiciaire suprême. Ainsi en 1995, Fathi Shkaki, chef spirituel du Hamas, était assassiné à Malte, au même titre qu'Abou Djihad, bras droit de Yasser Arafat, qui subit le même sort en 1998, à Tunis.

Il est, par ailleurs, arrivé aussi au Mossad de tuer quelqu'un suite à son refus de mettre ses compétences au service d'Israël. Dans ce cas, plutôt que de risquer que les compétences en question ne tombent un jour aux mains de l'ennemi, leur détenteur était impitoyablement éliminé. Tel a été le sort du docteur Gerald Bull, scientifique canadien et expert en balistique, qui, après avoir refusé de coopérer avec l'État hébreu, avait accepté de fournir à Saddam Hussein un « super canon » capable d'atteindre Israël depuis l'Irak. Il a été assassiné le 20 mars 1990 à Bruxelles par des « kiddons », le département de guerre psychologique du Mossad faisant de son côté croire qu'il était mort pour avoir voulu mettre fin à sa collaboration avec le leader irakien.

25/ L'actualité

A l'instar de ses homologues occidentaux, le Mossad est désormais particulièrement impliqué dans la lutte contre le terrorisme international, dont Israël a été victime à plusieurs reprises au travers d'attentats contre ses ressortissants à l'étranger. Ainsi, à la suite des attentats de Mombasa et de Nairobi visant des touristes israéliens, le Mossad a été chargé d'éliminer les auteurs de ces actions. Selon plusieurs services de renseignement, il semble que cette mission ait été couronnée de succès.

Le Mossad est aussi fortement concerné par le dossier irakien. Après avoir été impliqué dans la préparation de plusieurs tentatives d'assassinat contre Saddam Hussein (avec parfois des études dignes des meilleurs romans d'espionnage), le Mossad a participé, aux côtés des services américains, à la recherche des armes de destruction massive puis à celle de Saddam Hussein, avant que ce dernier ne soit finalement capturé. Le service israélien concentre désormais ses efforts sur la fortune cachée de l'ex-président irakien, évaluée à près de 40 milliards de dollars.

3/ AVIS DU REDACTEUR

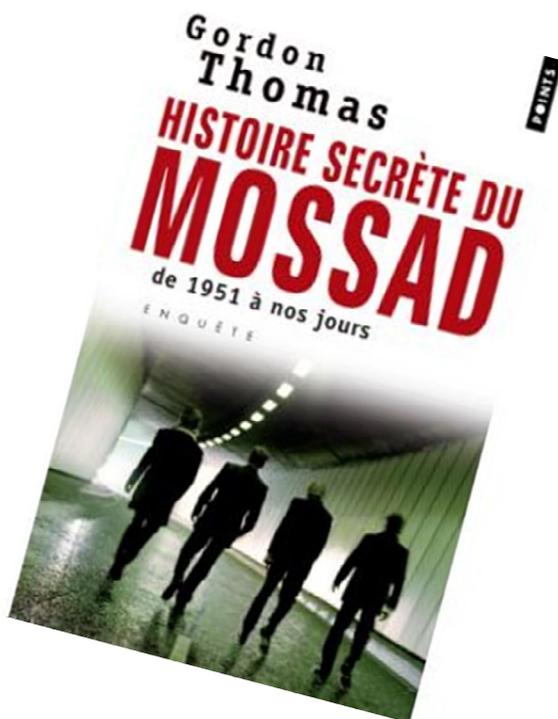
A travers un aperçu assez complet des combats qu'a mené le Mossad depuis sa création en 1951, ce livre permet de tirer trois enseignements majeurs sur les activités des services de renseignements : la nécessaire prise de risque, l'importance du renseignement d'origine humaine et enfin la nécessaire sérénité des rapports entre le pouvoir politique et ses services de renseignement.

Cet ouvrage permet tout d'abord de réaliser que les réussites extraordinaires du Mossad sont aussi le fruit d'une prise de risque importante, bien supérieure à celle acceptée habituellement par les autorités des démocraties occidentales. Cela peut s'expliquer par le fait que les dirigeants israéliens ont souvent considéré que la survie d'Israël était alors en jeu. Ainsi, dans les années 60, plusieurs agents du Mossad ont payé de leurs vies leur tentative d'infiltration des réseaux décisionnels des pays voisins (à l'image d'Elie Cohen en Syrie). Pourtant, il est intéressant de constater que cette prise de risque s'est poursuivie alors que la survie d'Israël n'était plus directement en jeu. Ainsi plusieurs individus (palestiniens ou marchands d'armes) ont été assassinés par des tueurs du Mossad dans le courant des années 90 mettant en jeu la respectabilité de l'État hébreu. Le Mossad a, par ailleurs, mené des actions hostiles aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, au risque de perdre le soutien que ces pays fournissaient à l'État hébreu. Le Mossad a toujours cependant cherché à minimiser le risque en appuyant les

actions clandestines par des actions d'influence de grande ampleur, visant à limiter l'impact d'un éventuel échec.

Le deuxième enseignement est que le préalable à toute prise de décision ou toute action est l'obtention d'un renseignement exploitable. L'efficacité du Mossad provient du fait que ce service a toujours cherché à privilégier le renseignement d'origine humaine (à qui le Mossad doit ses plus grands succès selon Rafi Eitan, le cerveau de la capture d'Adolf Eichmann) sur le renseignement technique (même si ce dernier n'a pas été laissé de côté comme le montre le succès de l'utilisation du logiciel PROMIS). A ce titre, le service israélien a su habilement tirer parti de la sympathie qui inspirait la cause israélienne auprès de la communauté juive du monde entier, pour se tisser un réseau inégalé d'honorables correspondants (les « sayanim »). En 1998, ces derniers étaient 4000 en Grande-Bretagne et quatre fois plus aux USA.

Enfin, cet ouvrage met particulièrement bien en valeur le danger que représente une relation déséquilibrée entre les chefs politiques d'un Etat et leurs services de renseignement. Le temps du renseignement n'est pas celui de l'action politique et une fois que le chef politique a donné ses grandes orientations, il doit laisser son service agir, sans que ce dernier ne soit toujours en mesure de préciser les délais de son action. L'attente de l'opportunité ou du renseignement décisif peut parfois être longue. Enfreindre cette règle, ou vouloir utiliser un service de renseignement à son profit personnel (volonté de redorer son blason, aux yeux de sa population pour le chef politique ou aux yeux de ses autorités pour le chef de service) peut mener à la catastrophe. C'est ainsi que le Mossad a connu ses plus grands échecs, à l'image du fiasco de la tentative de assassinat d'un des chefs du Hamas en Jordanie, organisée sous la pression de Benjamin Netanyahu, fragilisé politiquement.



LARMINAT, « de l'état de « mouvement » à celui de « gouvernement » ». Les Afrique occidentale et équatoriale françaises (AOF et AEF) représentaient donc un espoir immense, mais le gouvernement de Vichy avait bien l'intention de s'opposer au ralliement des colonies par tous les moyens. Il savait en effet que sinon les Allemands y trouveraient le prétexte de dénoncer les clauses de l'armistice. En revanche, la nécessité de se défendre permettrait à Vichy d'exiger deux des moyens supplémentaires.

Au moment de la signature de l'armistice, il restait en Afrique Noire française environ 25 000 tirailleurs sénégalais (15 000 en AOF et une dizaine de milliers en AEF) qui étaient peu instruits et mal équipés. La majorité de leurs officiers, parce qu'ils n'avaient pas combattu eux-mêmes, n'avaient pas le sentiment d'avoir été vaincus et ne considéraient l'armistice que comme un cessez-le-feu temporaire. C'est pourquoi, au mois de juillet, l'amiral PLATON, fut envoyé en tournée en Afrique. Il fit savoir aux gouverneurs

que le maréchal PETAIN comptait bien sur l'Empire comme dernière carte à jouer, mais qu'il ne souhaitait la jouer que « le moment venu ». Bon nombre d'officiers, tiraillés entre la discipline militaire et l'obéissance due au pouvoir politique d'une part, et leur volonté de reprendre le combat d'autre part, furent donc placés devant des cas de conscience parfois très douloureux.



provoqua le ralliement du Cameroun. A Brazzaville, le 28, le colonel Edgard de LARMINAT fit arrêter le général HUSSON, gouverneur du Moyen-Congo, dont il prit la place. Le même jour, le gouverneur Pierre de SAINT-MART de l'Oubangui-Chari se rallia à son tour à la France libre. Enfin, le 29 août, Georges Masson, gouverneur du Gabon annonça son ralliement à LARMINAT. Toute l'AEF était ralliée sans effusion de sang, la partie semblait donc gagnée pour De Gaulle. LARMINAT rédigea le texte portant la création de l'Afrique française libre (AFL) et sa nomination comme « chargé provisoirement des fonctions de gouverneur général de l'AEF » qui fut publié le 1er septembre au Bulletin officiel de l'Afrique française libre.

Mais, le même jour, survint un coup de théâtre : le gouverneur Masson retirait son adhésion et se soumettait à l'autorité du haut-commissaire Pierre BOISSON auquel Vichy avait donné autorité sur l'Afrique Noire française avec Dakar pour résidence. Masson avait été intimidé par les menaces de ce dernier et avait subi l'influence d'une partie de la communauté française hostile à la France libre, menée notamment par Monseigneur TARDY, évêque de Libreville qui voyait la main de la franc-maçonnerie derrière les FFL. L'arrivée dans le port de Libreville du sous-marin Sidi-Ferruch le 30 août acheva de le convaincre. Celui-ci, avait été envoyé dans les eaux de Port-Gentil sur ordre de l'amiral Platon, nouveau ministre des Colonies qui présentait une tentative de ralliement de l'AEF. Son commandant, le lieutenant de vaisseau Yves LOSTIE de KERHOR, fit débarquer un détachement d'une douzaine d'hommes sous la protection du



canon de 100 mm du bord contre lequel Libreville n'avait rien à opposer. En outre, jouant d'audace, KERHOR annonça l'arrivée imminente d'une escadre envoyée par Dakar. BOISSON, fort de ce changement d'attitude ne perdit effectivement pas de temps, car le Gabon enclavé au milieu de territoires ralliés risquait à tout moment de échapper à son contrôle. Il fit envoyer de Dakar le aviso colonial BOUGAINVILLE (capitaine de frégate Robert MORIN), le sous marin PONCELET (capitaine de corvette Bertrand de SAUSSINE) qui devait relever le Sidi-Ferruch et, comme ravitailleur, le bananier Cap des Palmes réquisitionné comme croiseur auxiliaire qui emportait à son bord deux compagnies de tirailleurs sénégalais en renfort. Le convoi, commandé par le CF Morin arriva à Libreville le 7 septembre. Il avait croisé la route de deux bâtiments britanniques qui ne firent rien pour l'intercepter. Mais les renforts prévus par Dakar se limitèrent à ce faible détachement. Une escadre composée de trois croiseurs et de trois contre-torpilleurs, baptisée Force Y, était partie de Toulon le 9 septembre et avait rallié Dakar le 14. Le 18, elle reprenait la mer en direction de Libreville accompagnée d'un pétrolier et de son escorte. Mais le contre-amiral BOURRAGUE, chef de cette force, dut renoncer à poursuivre sa route devant la menace que faisait peser sur lui la marine britannique. Le blocus exercé par celle-ci interdisait dès lors toute liaison maritime entre Dakar et Libreville qui se trouvait de ce fait dans une situation précaire.

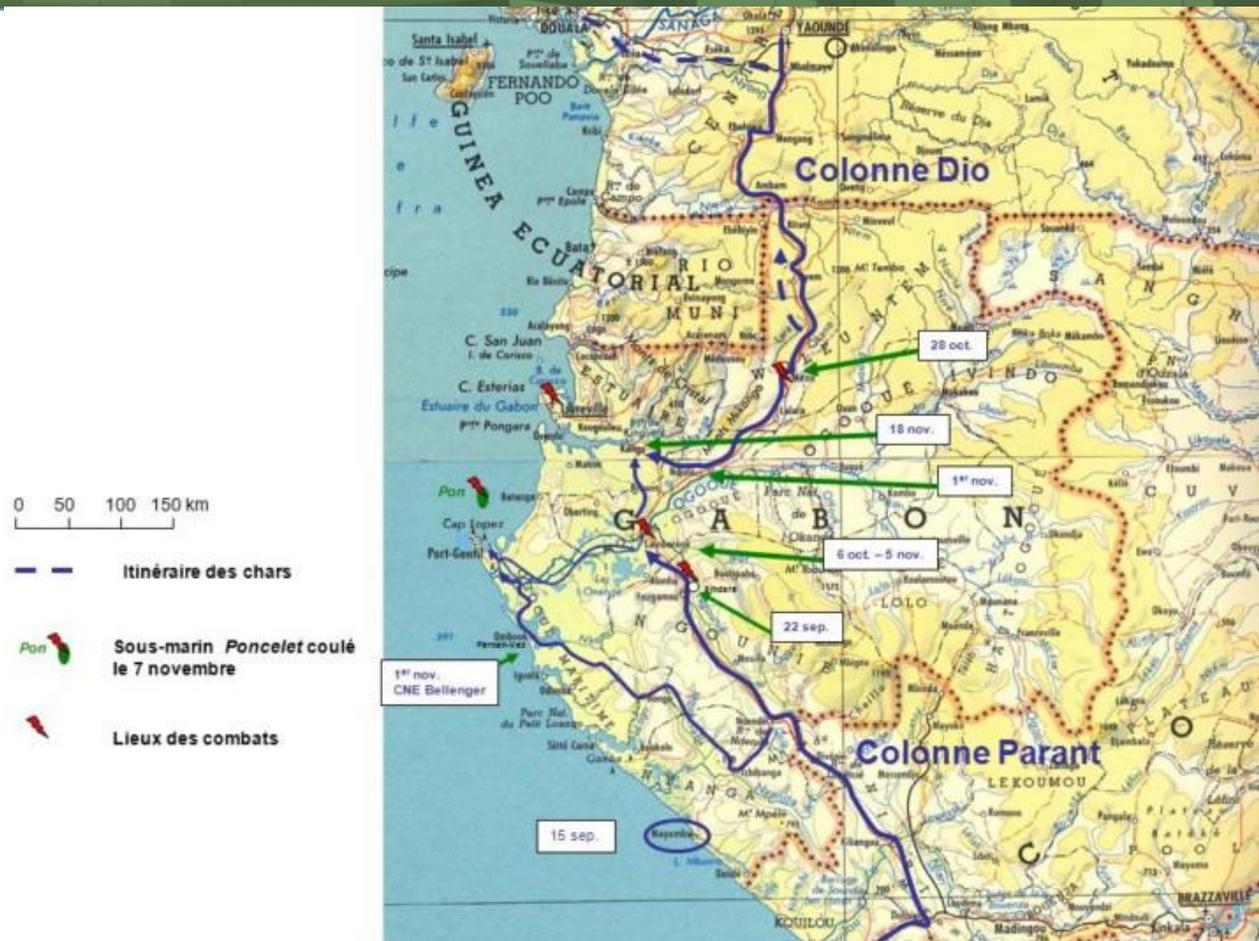


Le sous-marin Poncelet



Le capitaine de corvette Bertrand de Saussine du Pont de Gault

Un hydravion de la marine fut toutefois envoyé de Dakar avec à son bord du personnel jugé plus sûr par Boisson. Le colonel CLAVEAU était du voyage. Il venait prendre le commandement militaire du Gabon en remplacement du CBA SACQUET qui devint son chef d'état-major. Certains partisans « gaullistes » furent emprisonnés dans le Cap des Palmes. Mais peu après son arrivée, le CF MORIN, après avoir rencontré les autorités civiles et militaires, prit toute la mesure de la précarité de la situation. Il avait reçu avant son départ des instructions écrites formelles lui ordonnant d'empêcher « l'extension de la dissidence » en « sacrifiant au besoin son bâtiment et son équipage ». Prêt à exécuter ses ordres jusqu'au bout, il avait reçu avec surprise les confessions du colonel CLAVEAU qui ne lui cacha pas qu'il avait eu à plusieurs reprises des sentiments favorables au général De GAULLE qu'il connaissait personnellement et qu'il était poussé à une certaine mansuétude vis-à-vis de ses partisans. En outre, MORIN écrivit à ses supérieurs de Dakar qu'il avait le sentiment de « faire figure d'excité et de gêneur » auprès des membres du conseil de défense à l'exception, selon lui, du CBA SACQUET et de l'administrateur JACOLET. Il se rendit rapidement compte sur place que les colons du Gabon étaient plutôt favorables à la France libre car les exportations de bois vers la métropole étant suspendues, ils voyaient dans le ralliement à la France libre le seul moyen de sauver leurs négoce. En outre, le pays étant dépourvu de tout, il allait rapidement se trouver asphyxié par le blocus maritime. Morin se plaignait également de « la profonde indiscipline » des cadres de l'infanterie coloniale, frisant selon lui l'anarchie. Il constatait que, parmi eux : « chacun agit et engage ses subordonnés suivant son caractère particulier, ses renseignements et ses sympathies personnelles et parfois son humeur du moment ». Les opinions des uns et des autres n'étaient donc pas nettement tranchées. Conscient que sa mission « était illusoire et vouée à un échec certain », Morin tenta vainement de « convaincre [ses] chefs de l'opportunité d'un pareil sacrifice. » Ces craintes semblaient d'autant plus justifiées que certains départements du Gabon venaient de rallier la France.



À l'est, le 2 septembre, l'administrateur Jean CAPAGORRY avait rallié le département du Haut Ogooué et réussit rapidement à convaincre les administrateurs des départements limitrophes (Ogooué-Ivindo et Ogooué-Lolo) de faire autant. Le 3, au nord, grâce à l'audace du CBA Roger GARDET, venu du Cameroun, l'administrateur BESSON avait rallié celui du Woleu-Ntem dont le chef-lieu était Oyem. Mais le poste de Mitzic tenu par la compagnie du capitaine BAYLON refusa de se rallier. Ce dernier se sentait à « 90 % gaulliste », mais pensait que son devoir était de rester fidèle au maréchal. Le capitaine Louis DIO, son camarade de promotion, comptait bien venir à bout de ses réticences. Sur ordre de LECLERC, il se rendit à Oyem le 6 septembre pour se rendre compte de la situation. Il poussa jusqu'à Mitzic mais ne réussit pas à convaincre BAYLON qui le laissa cependant poursuivre sa route jusqu'à Ndjolé. Le 16, DIO était de retour à Oyem sans avoir réussi à obtenir plus de ralliements. MITZIC restait du côté de Vichy, barrant ainsi la route du nord vers Libreville.

Au sud, le colonel de LARMINAT pensait également pouvoir rallier pacifiquement les autorités locales. Mais il voulait se rendre maître au plus vite de Mayumba que les forces de Libreville pouvaient utiliser comme base de départ pour tenter une action offensive contre le Congo. Mayumba, situé le long de la côte à 200 km de Pointe-Noire, était une bande de terre de à peine un kilomètre de large, encaissée entre l'océan et une lagune. La unique crête était occupée par les bâtiments administratifs où résidait l'administrateur. L'accès terrestre se faisait difficilement par des sentiers forestiers. Le site disposait d'un terrain d'aviation situé à 4 km au sud du poste. LARMINAT y envoya le 12 septembre le capitaine RECHENMANN, coupeur de bois du Gabon, accompagné de quelques officiers. Mais l'entrevue tourna court, le chef de district refusa toute discussion.

Les craintes de LARMINAT n'étaient pas vaines car le même jour le Cap des Palmes appareillait de Libreville. Escorté par le Poncelet du CC de SAUSSINE, il avait à son bord une section de tirailleurs destinée à Mayumba. Par chance pour LARMINAT, le convoi fut dérouté sur Port Gentil car la nouvelle parvint à Libreville que Mayumba était occupé par les FFL, suite à la tentative de RECHENMANN. Le 13, cependant, la vérité sur la situation ayant été rétablie, il reprit sa route vers Mayumba.

Une course contre la montre s'engagea alors entre les deux parties. LARMINAT avait chargé le CBA PARANT de monter une opération pour le 16. Il était arrivé du Gold Coast le 6 septembre,

à peine remis de la blessure qu'il avait reçue sur le canal de la Ailette. L'opération envisagée prévoyait que RECHENMANN à la tête d'une section remonterait le long de la côte, qu'une autre serait transportée à bord de la goélette LOULETTE de Pointe-Noire à Mayumba et que PARANT, embarqué sur son Bloch 220, qui ne pouvait transporter que sept passagers, s'emparerait du terrain d'aviation.



Ayant intercepté un message de Port Gentil annonçant le départ de SAUSSINE pour Mayumba PARANT proposa de passer à l'action sans délai par un coup de bluff. Le 15, en deux rotations le Bloch transporta un petit détachement composé de 15 hommes (deux radios, dix tirailleurs, le CBA PARANT, le LTN BELLENGER et le LTN d'aviation GUIGONIS, dans le civil ingénieur des Eaux et Forêt de Libreville) sur le terrain de Mayumba. Vers midi, ils se mirent en route et tombèrent sur une douzaine de miliciens envoyés par l'administrateur qui avait entendu l'avion. Les miliciens se rangèrent sur le côté et rendirent les honneurs à PARANT qui les invita à le suivre. Sitôt arrivés à Mayumba ces derniers, se sentant peu concernés par l'affaire, se défilèrent. Sur place, PARANT trouva une section de tirailleurs. Le sergent-chef africain qui la commandait appela aussitôt aux faisceaux et fit rendre les honneurs. Mais l'affaire n'était pas gagnée car PARANT apprit que les bateaux de SAUSSINE étaient arrivés et que ce dernier déjeunait avec le chef de district.

PARANT décida d'agir rapidement. Surgissant dans la salle à manger il demanda aux convives de se rendre en leur déclarant qu'il tenait Mayumba avec des forces importantes et qu'un détachement aérien était prêt à venir l'appuyer. Mais SAUSSINE, ne perdant pas son sang-froid bluffa à son tour : « Si je ne suis pas rentré à l'heure prévue, mon second a l'ordre d'ouvrir le feu sur le poste. » Un accord fut donc trouvé, vers 19 heures, SAUSSINE reprit la mer avec le chef du district en s'engageant à ne rien tenter sitôt retourné à son bord. Une heure après son départ, la goélette LOULETTE apporta sa section de tirailleurs.

Ce succès porta LARMINAT à l'optimisme. Il ne lui paraissait pas que « la résistance de ce qui reste du Gabon, dissidence toute artificielle imposée par des marins de passage, puisse se maintenir longtemps ». Son idée de manœuvre était de faire tâche d'huile par toutes les voies d'accès jusqu'à Libreville, si possible par la persuasion. C'est dans cet esprit que, le 20 septembre, PARANT et sa colonne quittèrent Pointe Noire en direction du nord par la vallée de la Ngounié. Ce détachement était composé de deux compagnies : la 1^{re} compagnie du BM n° 1 (CNE de BOISSOUDY) et une compagnie du Point d'Appui de Pointe-Noire (LTN DUCLERC) renforcée de sa section de canons de 65 mm (LTN LUCCIANI). PARANT rallia sans rencontrer de résistance la totalité du département du Nyanga et le sud de celui de Ngounié. Mais, le 22 septembre à 6 h 00, ses éléments de tête furent arrêtés devant Sindara. Le poste avancé avait été mis en fuite, mais le LTN PINET qui tenait Sindara avec deux sections refusa de se rendre croyant sa position inexpugnable. Celle-ci fut cependant débordée au prix d'une progression difficile de 15 km à travers la forêt et à 13 h 00 les éléments de RECHENMANN s'installaient face aux lisières nord de Sindara. Deux heures plus tard la situation semblait toujours bloquée.

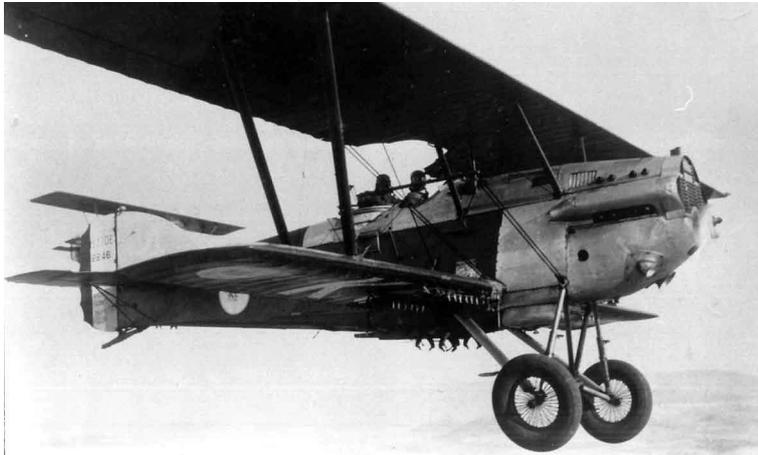
Ce fut alors qu'un sous-officier de Parant, voulant améliorer sa position s'avança et déclencha un feu violent de part et d'autre. Conscient de sa position, PINET se résolut à négocier. Il accepta même de dîner à la popote de Parant. Le lendemain, ses sections purent se retirer avec leurs armes après avoir immergé leurs munitions. Ce premier échange de coups de feu entre Français n'avait fait que trois blessés légers et tout portait à croire que la pénétration pouvait se poursuivre d'une façon relativement pacifique. Parant comptait bien que les conditions accordées à PINET allait inciter son chef, le CNE BRUNET commandant LAMBRENE, à céder.

Mais il n'en fut rien. PARANT se vit refuser le passage devant Lambaréné, poste très fortement tenu et retranché sur une île de l'Ogooué. Le 6 octobre, le poste ouvrit même le feu, blessant le

CNE de BOISSOUDY au bras et faisant voler en éclats le souhait du général De GAULLE qui télégraphiait le même jour à LARMINAT qu'il tenait « à ce que les combats entre Français soient évités si possible à Lambaréné et à Mitzi ».

Mais le échec de l'opération Menace devant Dakar le poussait à agir rapidement y compris par la force. De son lit d'hôpital, d'Argenlieu avait réfléchi à une opération visant à neutraliser les bâtiments vichystes du Gabon en s'en emparant si possible par surprise. LECLERC, de son côté, pensait qu'il fallait agir sans tarder pour atteindre Libreville par la terre. Le 12 octobre, De Gaulle, arrivé à Douala le 8, donna « les ordres nécessaires » après avoir reçu l'approbation de Churchill. Celui-ci s'engageait à fournir le concours de deux bâtiments de guerre pour faire céder Libreville.

Le plan retenu prévoyait une action terrestre menée par deux colonnes. Celle de PARANT devait continuer sa marche vers le nord et une autre, sous DIO, devait agir à partir du Cameroun. Une fois leur jonction faite, elles agiraient de concert par la terre contre Libreville en liaison avec une force arrivée par la mer. La couverture aérienne serait assurée par les forces aériennes françaises libres (FAFL). Celles-ci comprenaient le groupement de Pointe-Noire (LTN GUIGONIS) : un Bloch 120 et deux Caudron Pélican de réquisition, et le détachement air du Cameroun à Douala (CNE BIARNAIS) : trois Potez 25 TOE (vieux biplans des années 20), un



Potez 540 et un Potez 29-sanitaire. Au début du mois d'octobre, le groupe de combat n° 1 du CDT de MARMIER débarqua au Cameroun avec six escadrilles : une de chasse avec six Dewoitine D 520 (qui ne furent pas engagés), une de bombardement avec six Bristol-Blenheim et deux de reconnaissance sur Westland-Lysander dont une fut envoyée à Kribi et l'autre à Pointe-Noire. Avant d'être engagés, les appareils, embarqués sur des bateaux,

devaient être remontés.

Au sud, Parant auquel LARMINAT avait donné l'ordre d'éviter « dans la mesure du possible l'emploi massif de ses moyens de destruction », piétinait devant Lambaréné dont le chef se refusait à tout contact. Le 11 octobre, PARANT avait installé son PC sur les collines du lac Zilé. Le 12 octobre, il adressa sous enveloppe un message au CNE BRUNET qui le lui fait retourner sans l'avoir ouvert en lui écrivant qu'il avait reçu l'ordre de ne recevoir aucun parlementaire et d'ouvrir le feu « de bonne portée ».

Malgré d'immenses difficultés liées à la nature du terrain, l'investissement de l'île est réalisé le 17. Cependant, les opérations traînaient en longueur. Le 19 octobre, le CNE de BOISSOUDY, qui compte 53 malades parmi ses hommes, lui avait rendu compte de la baisse du moral de ses tirailleurs maintenus dans l'action sous des averses continues contre lesquelles ils n'avaient rien pour se protéger.

Le reste du bataillon de marche n° 1 du CBA DELANGE lui fut envoyé en renfort suivi d'une section de fusiliers marins commandée par l'ÉV1 LEBOURGEOIS.

Au nord, la colonne DIO se mit en marche le 20. Il avait sous ses ordres les 4e, 6e et 8e compagnies de milice du Cameroun (LTN BRUZEUX, LIURETTE et DRONNE), la batterie de 75 de montagne du CNE CHAMPROSAY venue du 6e RAC d'AOF, la 2e compagnie du bataillon de tirailleurs du Gabon d'Oyem (CNE GROUVEZ) ralliée aux FFL, un groupe franc de la Légion du Cameroun et un groupe motocycliste de la Légion étrangère. Sa force se montait à 350 hommes, une quarantaine de véhicules et 100 porteurs requis. LECLERC décida d'y joindre une section de trois chars H 39 (LTN SARTIN) avec des éléments de liaison et de dépannage de la compagnie du LTN VOLVEY qui prendrait le commandement de l'ensemble.



Le colonel CLAVEAU pouvait opposer aux 1 700 Français libres, 1 200 hommes dont huit compagnies de tirailleurs. Pour renforcer la défense de Libreville, le Poncelet dut mettre à terre 15 membres de son équipage pour défendre le littoral dans la région de Fernan Vaz (EV VERSAILLES), et le Bougainville, 35 hommes pour défendre Libreville. Le terrain, couvert de forêt et de poto-poto (marais sans fond), rendait la maîtrise des cours d'eau indispensable pour assurer les liaisons. Ceux-ci étaient commandés au centre par LAMBARENE, au sud par SINDARA et au nord par N'DJOLE : le contrôle du Gabon qui ne comptait que 350 000 habitants (dont 5 à 6 000 Français) pour 150 000 km², dépendait du contrôle de ces points. CLAVEAU avait en conséquence organisé une ligne de défense couvrant Libreville et Port-Gentil qui s'étendait le long de l'Ogooué, en passant par Lambaréné et N'Djolé puis se prolongeait au nord par la Lara et Mitzic. Une flottille fluviale fut organisée sur l'Ogooué. Elle comprenait deux bateaux de rivière armés et sommairement blindés (le Falaba et le Mandji), une grande pinasse (le Oviro), trois petites annexes (le Saint-François, le Nicot et la Christiane) et un remorqueur (la Provence). Pour composer les équipages, le Bougainville dut encore fournir 45 hommes de son équipage dont le commandant en second, le CC MESTRE, qui en prit le commandement.

Le 17 octobre, la flottille, envoyée à Lambaréné, tomba sur un détachement de la colonne PARANT qui cherchait à déborder dans la zone de Ngoumo, village en bordure du lac Onangué.

Ce fut le premier combat meurtrier, on compta un mort et quatre blessés chez les FFL et six blessés de l'autre côté dont le CC MESTRE.

Le même jour arrivait à Libreville le général de corps aérien TETU que Vichy venait de faire libérer de son Oflag pour le nommer adjoint de Boisson et vice-gouverneur général pour l'AEF. Celui-ci, déplorant l'absence totale de forces aériennes réclama des avions. Trois Glenn Martin 167 du GB I/62 de Bamako lui furent envoyés. Il était temps pour lui car l'aviation des FFL ne restait pas inactive, le général De GAULLE avait télégraphié à LARMINAT que s'il y avait lieu la progression des colonnes serait appuyée par de l'aviation. Le 21, un Potez 25 avait largué des tracts sur Lambaréné sans qu'il y ait de réaction de la part du poste. Mais le lendemain, trois Potez vinrent à deux reprises y larguer des bombes de 10 kg qui firent six blessés. Le 25, six nouvelles bombes furent larguées, mais le Potez 25, chargé de la mission, dut affronter en combat aérien l'un des deux Glenn-Martin envoyé en mission d'appui au sol sur Lambaréné. Après avoir atteint de quatre balles de mitrailleuse son adversaire, le Potez se fit raser en rasant les arbres. Les Glenn continuèrent cependant leur mission et larguèrent leurs bombes sur les hommes de Parant qui comptèrent deux morts et six blessés. En réaction, un quatrième bombardement fut effectué par les FAFL suivi d'un tir d'artillerie qui détruisit la station radio. Le CNE BRUNET, commandant Lambaréné se retrouvait encerclé et sans liaison avec Libreville.

Au nord, la colonne DIO avançait vers Mitzic sans attendre les chars retardés par les cours d'eau qu'ils devaient franchir sur des radeaux improvisés. Ayant quitté Oyem le 24, il avançait en subissant parfois des tirs de harcèlement de partisans pahouins. Le 25, les éléments de tête sont arrêtés par un point de résistance devant le village Ngomo qu'ils sont obligés d'affronter le lendemain. Dio réclama la présence des chars, mais alors qu'ils étaient encore à une centaine de kilomètres, un effondrement de piste les stoppa pendant des heures. VOLVEY organisa un exercice de tir à la mitrailleuse pour occuper les équipages en attendant que la piste fût praticable. Ngomo fut pris le 27, les combats avaient fait un mort et deux blessés parmi les hommes de DIO. Vers 19 h 00, le colonel LECLERC arriva sur place avec un groupe de légionnaires, furieux de s'être fait tirer dessus par les chars de Volvey. Sa présence avait été rendue nécessaire car De GAULLE lui avait télégraphié qu'il fallait « pousser l'affaire sur Mitzic dès que les chars pourront agir ». En effet, l'opération prévue contre Libreville devait être reportée car on avait appris le 25 que les Britanniques n'y participeraient pas.





Les chars dans la forêt gabonaise

Le 24 octobre, à l'entrevue de Montoire, PETAIN avait accepté d'engager la France « dans la voie de la collaboration », ce qui préoccupa vivement ROOSEVELT et CHURCHILL. Souhaitant tous deux faire revenir PETAIN sur sa décision, ils ne voulurent rien entreprendre qui pût heurter Vichy. Le 25 octobre, l'amiral CUNNINGHAM reçut donc l'ordre de limiter son action au blocus maritime et de ne pas participer aux opérations contre Libreville, ce qui en remettait l'échéance.

Le 28, sans perdre de temps, DIO avait repris sa route vers Mitzic qui avait été bombardé la veille par les avions Lysander stationnés au Cameroun. Arrivé en vue de la ville, il demanda un nouvel appui aérien, mais les aviateurs bombardèrent Oyem par erreur. Ce bombardement n'aurait servi à rien, les hommes de DIO y pénétrèrent sans combattre car la garnison avait évacuée la ville. Une section fut envoyée à sa poursuite, lui tua deux tirailleurs et fit prisonniers 15 hommes dont le LTN HERVOUET qui se rallia peu après. Après deux jours de repos, mis à profit pour effectuer des reconnaissances le long de la Lara, DIO reprit sa progression en direction du sud et se compara de Ndjolé le 1er novembre pour établir la liaison avec PARANT.

Ce dernier piétinait toujours devant Lambaréné dont la garnison ne semblait pourtant pas pouvoir résister encore très longtemps. CLAVEAU décida de renouveler l'action du 17 pour le ravitailler par le fleuve. Le 29 octobre, le CC MESTRE se présenta devant N'Goumo qui était désert et où il débarqua 18 hommes armés pour en assurer la défense, ils y restèrent jusqu'au 14 novembre. Il prit ensuite la peine de se renseigner en patrouillant sur les lacs et en prenant contact avec les villages et la mission protestante de l'île de Lambaréné. Le 30, un Glenn Martin envoyé pour appuyer fut touché par un tir de DCA et dut faire demi-tour.

Le 31, MESTRE reprit sa route mais il fut arrêté en chemin par les fusiliers-marins de LEBOURGEOIS contre lesquels s'engagea un vif combat. Mestre fut blessé au genou et, bien que ses adversaires aient rompu le contact, il lui parut impossible de continuer sa mission. Il réussit toutefois à faire passer des armes à Lambaréné puis rentra à Libreville. Au cours de l'opération, PARANT demanda un appui aérien mais les aviateurs se trompèrent d'objectif et mitraillèrent des troupes FFL.

PARANT souhaitait en finir rapidement. Le 4 novembre, LARMINAT adressa à BRUNET un ultimatum lui demandant de se rendre, sinon Lambaréné allait être bombardé. Cet ultimatum étant resté sans réponse, un bombardement intensif fut déclenché le lendemain matin. A bout de résistance, le CNE BRUNET se rendit au PC de PARANT pour demander une suspension d'armes. Ayant essuyé un refus, il se décida de rejoindre Port-Gentil avec ses hommes et d'évacuer le poste dont Parant se rendit maître dans la nuit. Entre temps, DIO avait occupé Ndjolé, et des liaisons entre les deux colonnes avaient été établies.

Avec la prise de Lambaréné, il ne restait plus, comme points de résistance que Port-Gentil et Libreville. Inquiet de la situation, le général WEYGAND convoqua TETU à Cotonou le 6 novembre. Conscient du caractère désespéré de la situation au Gabon, il lui renouvela des consignes de fermeté car, vis-à-vis des Allemands, il ne fallait absolument pas que Vichy donnât l'impression de céder aux FFL sans combattre. Le 11 septembre, une lettre du général VON SÜLPNAGEL, président de la commission d'armistice, avait mis en garde le gouvernement de Vichy sur les conséquences qu'aurait un manque de fermeté.

LECLERC avait bien conscience que la partie ne serait pas gagnée facilement. D'accord avec d'ARGENLIEU et MARMIER, il insista auprès du général De GAULLE pour lancer rapidement une opération contre Libreville alors que le bruit courait



que quatre sous-marins étaient en route de Casablanca pour le Gabon. Il s'engagea à assumer l'entière responsabilité de cette opération et à être déjugé en cas d'échec.

Dans un premier temps, son plan visait à neutraliser le terrain d'aviation et sa station radio, le Bougainville et, si possible, le Poncelet par les FAFL. Dans un deuxième temps, des troupes d'assaut débarqueront de part et d'autre de Libreville. Au nord, le Fort Lamy devait transporter un détachement par la baie de Mondah jusqu'à l'entrée de la Tsini. Ce détachement devait ensuite remonter la rivière sur des chaloupes commandées par le LV THIBAudeau pour se préparer de l'aérodrome. Au sud, le Névada II et la Casamance, appuyés par les avisos Savorgnan de Brazza (CF ROUX) et le Commandant DOMINE (LV de La PORTE des VAUX), débarqueraient des troupes de part et d'autre de l'embouchure de la rivière Gué Gué à quelques kilomètres en aval de Libreville. Le chalutier armé Président-HOUDUCE devait servir de PC mobile à LECLERC. Un détachement de la Royal Navy (le Devonshire, le Delhi et quelques torpilleurs) croiserait au large du cap d'Estéria pour assurer le blocus.

Le bombardement commença le 31 octobre. Les Blenheim bombardèrent à plusieurs reprises l'aérodrome avec des bombes de 250 livres. Des Lysander vinrent attaquer le Bougainville et le Poncelet sans résultat, si ce n'est la mort d'un matelot du Bougainville. Mais ces missions n'étaient pas sans risque pour les attaquants, un Lysander fut endommagé par la DCA du Bougainville et les deux Glenn encore disponibles intervinrent également à deux reprises dans des combats aériens. Les FAFL déplorèrent un blessé et perdirent un Blenheim disparu en mer. Cependant malgré leur large supériorité aérienne, aucun des bâtiments n'avait été neutralisé. LECLERC renonça donc au débarquement dans l'estuaire du Gabon et ne retint que celui prévu dans la baie de la Mondah par où l'accès à Libreville était le plus difficile mais le moins défendu. Le premier convoi naval se présenta le 7 au matin.

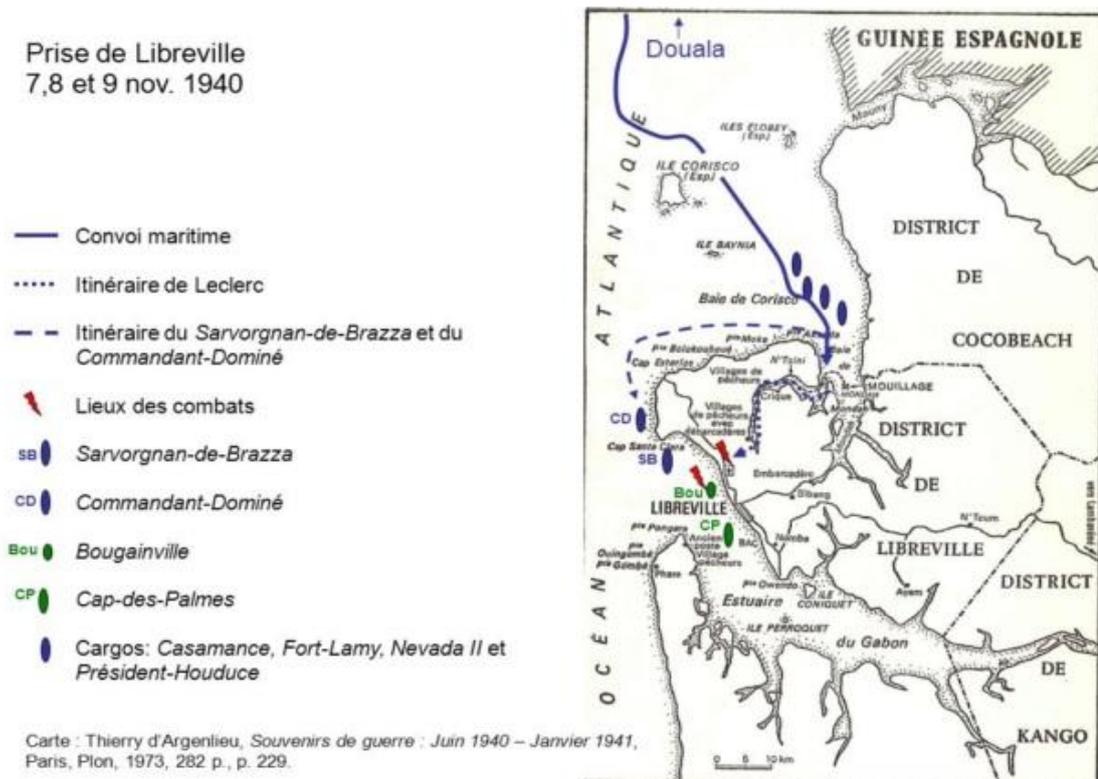
Aussitôt averti de sa présence, MORIN donna l'ordre au PONCELET d'atteindre la baie de Corisco et d'y attaquer les bateaux qu'il rencontrerait. Ami proche de l'honoré ESTIENNE d'ORVES, le CC de SAUSSINE était tiraillé par ses sentiments. Il avait quitté Brest le 18 juin avec son sous-marin pour échapper aux Allemands et sa femme, scandinave, persuadée qu'il avait rallié la France libre lui avait écrit qu'il avait fait le bon choix. Plutôt que de mettre le cap sur le convoi FFL, il prit résolument de parti de se prendre aux bâtiments britanniques, ce que l'amiral CUNNINGHAM qualifiera plus tard d'incroyable stupidité ».

A 11 h, il fut attaqué par un avion et plongea. Vers 15 h, il aperçut la corvette britannique HMS Milford. SAUSSINE décida lui envoyer deux torpilles. Le Milford en évita une et la seconde resta bloquée dans son tube de lancement. Mais son moteur était en route et bientôt les gaz asphyxièrent les hommes du poste qui durent être évacués à l'arrière. Le Milford prit le sous-marin en chasse grâce à son ASDIC et le grenada. Les avaries que subit le sous-marin lui firent embarquer entre 6 et 8 tonnes d'eau ce qui le contraigna à près de 120 mètres alors que son immersion maximum de sécurité n'était que de 80 mètres. Ayant fait chassé partout, SAUSSINE réussit à faire surface et décida de rejoindre Libreville pour réparer, les hommes se mirent au poste de combat canon. Au bout d'une heure et demie de navigation à 18 nœuds (35 km/h), une attaque aérienne l'obligea à plonger de nouveau. Les moteurs électriques prirent feu, ce qui l'obligea à refaire surface. A peine sorti de l'eau, il reçut un obus tiré par le Milford, situé

à 4 000 m, qui perça la coque et endommagea le poste avant. Le Poncelet était hors de combat. SAUSSINE amena le pavillon et envoya des signaux au Milford pour faire cesser le feu. Il ordonna d'évacuer l'équipage et resta seul à bord. Alors que le Milford prenait ses dispositions pour remorquer le sous-marin, SAUSSINE ouvrit les purges et coula bravement avec son bâtiment. Son équipage fut recueilli sain et sauf par les Britanniques.

Pendant que se déroulait ce combat naval, les opérations contre Libreville suivaient leur cours. Les unités de débarquement, 1 200 hommes en tout, avaient été réparties en trois détachements :

- détachement M : 1er bataillon de la 13e DBLE commandé par CBA Koenig (Mutin) à deux compagnies (la 1re du CNE de Bollardière et 2e du CNE Puchois), un peloton motocycliste, un groupement d'engins et un groupe franc ;
- détachement B : Le détachement du CBA Bouillon, (du 3e bataillon du régiment de tirailleurs du Cameroun venu de l'AOF) formé d'une compagnie renforcée, d'une section de mitrailleuses, de 2 groupes de mortiers et d'une section de réserve de la légion du



Le détachement du CBA LECOMTE (1er bataillon du RTC) avec une compagnie, une section de mitrailleuses, un groupe de mortiers et une section de la légion du Cameroun ;

- une section de 75 mm de montagne de la batterie CHAMPROSAY.

Face à elles, l'aérodrome était défendu par une compagnie mixte de tirailleurs sénégalais et de marins du Bougainville (CNE HERVET) renforcée d'une section de mitrailleuses qui assurait également la DCA (CNE HEITZ).

Le 7 novembre, le cargo Fort-Lamy, escorté par le Savorgnan-de-Brazza, amena le détachement Bouillon dans la baie de la Mondah où il commença son débarquement à 6 h. A trois reprises, un Glenn intervint à la bombe et à la mitrailleuse tuant deux hommes et en blessant sept autres. Deux chaloupes furent coulées. Les troupes au sol ripostèrent et une rafale tua le mitrailleur du Glenn. Mais ce fut la dernière attaque aérienne pour les Glenn. Le lendemain un Lysander attaqua en rase motte l'aérodrome avec des bombes de 10 kg qui détruisirent la station radio et endommagèrent un Glenn. Le 9, le dernier appareil tourna au-dessus du groupement LECOMTE qui venait de débarquer, mais ne l'ayant pas aperçut nettement, il ne tenta rien. Le 7 novembre à 21 h, le détachement BOUILLON avait atteint ses objectifs de la journée. Il contrôlait la Tsini sur toute sa longueur et avait établi une tête de pont face à l'aérodrome pour attendre l'arrivée du 2e échelon du CBA KOENIG.

Celui-ci débarqua le lendemain matin des cargos Casamance et Nevada II, qui avaient accompagné le Président-Houduce. Sitôt les troupes débarquées, le Commandant DOMINE qui avait assuré leur escorte partit rejoindre le Savorgnan-de-Brazza qui croisait depuis la veille devant l'estuaire du Gabon. Sous les ordres du CF d'ARGENLIEU, les deux bâtiments devaient effectuer une manœuvre d'intimidation au sud de l'aérodrome où croisait le Bougainville depuis le matin même pour en appuyer les défenseurs.



L'avis colonial le Bougainville



Le Savorgnan-de-Brazza



Combats pour l'aérodrome de Libreville. SHD/terre 6 H 99

Malgré la mauvaise météo qui réduisait considérablement la visibilité, le Savorgnan-de-Brazza l'aperçut vers 9 h 00 à près de 18 km. Le CF d'ARGENLIEU fit envoyer un message optique enjoignant le CF MORIN de livrer son bateau intact et lui garantissant que lui et son équipage seraient ramenés dans un port relevant de Vichy. Echaudé par la mort de son matelot, MORIN fit répondre que le sang ayant déjà coulé du fait des attaques des FFL, il demeurait « résolu à obéir qu'aux ordres de [ses] chefs ». Avant la fin de la transmission de cette réponse, contrevenant aux ordres formels de d'ARGENLIEU, un avion vint attaquer le Bougainville ce qui mit fin définitivement au dialogue. Morin appela aux postes de combat malgré la faiblesse de son équipage auquel il ne restait que 15 de ses 50 canonnières qui devaient servir alternativement les armes de DCA et l'armement principal.

Ni MORIN, ni d'ARGENLIEU ne souhaitait ouvrir le feu. Les deux bâtiments continuèrent à observer jusqu'à ce que la brume les en empêchât. Mais lorsque celle se leva peu avant 15 h, Morin aperçut le Savorgnan-de-Brazza qui faisait route à moins de 12 km par la passe nord. D'Argenlieu avait profité de la brume pour s'y engager car la passe nord était plus difficile et non balisée. Il voulait ainsi d'une part obtenir un effet de surprise et, d'autre part, donner au Bougainville la possibilité de s'échapper par la passe sud. Le Commandant-Dominé ayant des difficultés avec sa drague était resté au large.

MORIN ordonna de s'apprêter à faire feu mais alors qu'il observait son adversaire il entendit l'une de ses pièces ouvrir le feu sans ordre, sans que l'on sache pourquoi. Le Savorgnan -de Brazza riposta aussitôt. En vingt minutes, après avoir tiré 240 coups dont 12 au but, il eut raison du Bougainville qui ne put en tirer que 80. L'un des derniers obus du Savorgnan -de Brazza balaya la passerelle, blessant grièvement le CF Morin qui faisait évacuer son équipage à bord du Cap-des-Palmes. Ce bâtiment qui s'était porté à son secours et qui recueilli tout l'équipage fut arraisonné par le Commandant-Dominé peu après. Le Bougainville en flamme partit à la dérive alors que les combats faisaient rage à terre autour de l'aérodrome.



Le Cap-des-Palmes



Le Commandant-Dominé

Le détachement KOENIG avait débarqué dans l'après-midi du 8. La marée basse avait retardé son mouvement qui ne s'acheva qu'à 3 heures du matin le lendemain, heure à laquelle débarqua à son tour le détachement LECOMTE. LECLERC qui avait marché avec les éléments de tête décida de ne pas attendre et de passer à l'action. Après une marche de 15 km, les détachements BOUILLON et KOENIG étaient regroupés face aux lisières de l'aérodrome vers 12 h 30. Mais à peine les éléments de tête tentèrent-ils de s'en approcher que le tir des armes automatiques les arrêtaient, tuant le CNE DUPLAN et manquant LECLERC de peu. A 14 h, les assaillants avaient peu progressés sous le tir intense de mitrailleuses et de mortier qui leur interdisait le découvert. BOUILLON fit déborder par l'ouest deux de ses sections qui se faufilèrent sans perte jusqu'à la piste est-ouest au sud de la piste. A 15 h 45, elles tenaient sous leurs feux la plage et le rivage. La compagnie PUCHOIS, appuyée par la compagnie BOLLARDIERE, progressa à son tour à couvert vers l'ouest le long de la plage jusqu'aux lisières sud de la zone forestière, prenant ainsi à revers les défenseurs qui durent faire un bond en arrière. Vers 19 h 00, l'aérodrome fut pris. Le dernier point de résistance, au sud de la rivière N'Guegay se replia sur Libreville vers 21 h 00. La prise de l'aérodrome avait coûté 7 morts aux Français libres et 27 à leurs adversaires. Au cours des combats, un Lysander avait été abattu par des tirs de mitrailleuses. Le pilote, juste avant de se poser en catastrophe avait largué ses dernières bombes à trop basse altitude ce qui blessa son mitrailleur. Les hommes furent faits prisonniers dans la nuit en tentant de rejoindre les leurs. Amenés au colonel CLAVEAU, ils apprirent par lui qu'un cessez-le-feu venait d'être conclu.

A 16 h, le CF D'ARGENLIEU avait envoyé un message au général TETU pour faire cesser le combat afin d'éviter le bombardement de la ville. TETU demanda un sursis pour évacuer la population civile. D'ARGENLIEU lui fit répondre que le bombardement commencerait le lendemain matin, mais il n'en avait ni l'intention, ni les moyens : le Savorgnan - de - Brazza avait tiré les trois-quarts de ses munitions et ses obus de 138 n'auraient qu'une efficacité limitée contre des objectifs à terre. Cependant, les troupes de LECLERC étant aux portes de la ville, TETU accepta de se rendre. A 20 h 45, le colonel CROCHU et le CC ROUX signèrent la « convention de capitulation » préparée par LECLERC, et le lendemain les FFL rentrèrent dans Libreville.

Cependant, cette convention ne concernait pas Port-Gentil avec lequel les communications étaient coupées. La ville était toujours tenue par une compagnie sous les ordres du CBA SACQUET. Le colonel CROCHU et le gouverneur MASSON acceptèrent de se rendre sur place à bord du Commandant-DOMINE pour aller le convaincre de mettre bas les armes. Le 12 novembre, ils étaient sur place, mais SACQUET ne voulut rien entendre car il estimait qu'il n'avait pas épuisé tous ses moyens pour empêcher la prise de Port-Gentil. SACQUET ne tint pas compte du télégramme personnel que lui adressa le général De GAULLE qui lui disait que

prolonger sa résistance « serait une coupable absurdité ». Pour le convaincre que toute résistance était illusoire, il fallut faire venir le Savorgnan . de - Brazza qui arriva le lendemain. Mais cela ne suffit pas. Il fallut l'arrivée du Casamance chargé de troupes de débarquement le 14 pour convaincre SACQUET et l'administrateur JACOULET d'accepter de déposer les armes. Ces derniers avaient eu en outre connaissance que deux colonnes fluviales convergeaient sur Port-Gentil : au sud le CNE BELLENGER venant de FERNAN-VAZ et, à l'est, le CNE RECHENMANN venant de Lambaréné. Le même jour, la compagnie qui tenait encore le poste de Kango évacua sa position, peu avant l'arrivée de DIO.

Mais malgré la cessation des combats, un mort supplémentaire fut à déplorer. Le 15 au matin, le gouverneur Masson fut retrouvé pendu dans sa cabine du Savorgnan . de - Brazza alors qu'il retournait à Libreville. Il était passé de la parole aux actes. En effet, quelques jours plus tôt, il avait annoncé à sa femme : « J'ai une responsabilité dans cette affaire. Je dois payer. » Cette terrible campagne fut une épreuve particulièrement pénible pour les FFL qui firent toujours leur possible pour éviter de faire couler le sang. Certains pilotes des FAFL larguèrent même leurs bombes volontairement en dehors de leurs objectifs. Cependant, ces douloureux combats fratricides qui se soldèrent par une trentaine de morts, étaient sans doute le prix à payer pour asseoir l'autorité de la France libre. Le général de GAULLE pouvait renforcer son autorité vis-à-vis des Britanniques en s'appuyant sur la vaste et riche Afrique Française Libre avec Brazzaville pour capitale. En outre, d'un point de vue opérationnel, la France libre disposait dès lors d'une solide base de départ pour se lancer à l'attaque de Libye italienne, mission qui fut confiée à Leclerc sitôt la campagne du Gabon terminée.

Bibliographie et sources :

Vincennes, SHD/Terre : 6 H 99 et 100.

Robert MORIN, Une guerre à l'autre dans l'aviation maritime (1917-1940), Paris, Association pour la recherche de documentation sur l'aéronavale, Paris, 2001, 264 p.

Edgard de LARMINAT, Chroniques irrévérencieuses, Paris, Plon, 1962, 406 p.

Général Charles de GAULLE, Mémoires de guerre, t. 1, L'Appel : 1940-1942, Paris, Plon, 436 p.

Pierre QUILLET, Le Chemin le plus long : Chroniques de la compagnie de chars de combat du général de Gaulle (1940 . 1945), Paris, Maisonneuve et Larose, 1997, 724 p.

Jacques MORDAL, « La Campagne du Gabon », Ecrits de Paris, décembre 1951 et janvier 1952, 124 p., p. 94 . 105 et p. 95 . 111.

Mireille NZENZE, L'Armée française en AEF de 1919 à 1958, Paris, ANRT, 1998, 327 p.

Amiral Thierry d'Argenlieu, Souvenirs de guerre : juin 1940- janvier 1941, Paris, Plon, 1973, 270 p.

Nicolas METEGUE NDIH, Histoire du Gabon des origines à l'aube du XXI^e siècle, Paris, L'Harmattan, 2006, 366p.

Jean Noli, Le Choix : souffrances et gloire de la marine française pendant le Seconde Guerre mondiale, Paris, Fayard, 1972, 445 p.

Bertrand Le MAREC, Les Français libres et leurs insignes, Paris, Lavauzelle, 1964, 255 p.

La brigade SERVAL aurait-elle pu être un échelon logistique ?

LA LOGISTIQUE DE LA BRIGADE : L'EXEMPLE DE SERVAL

Lors de la constitution de la force SERVAL, les unités logistiques déployées au Mali ont été placées sous une structure de commandement unique de niveau interarmées. Or la BIA SERVAL aurait pu être un « échelon logistique », assurant au chef interarmes une pleine unicité de la manœuvre. Cette option aurait été, de plus, conforme aux évolutions de la doctrine.

La logistique de l'opération SERVAL a réalisé en liaison avec les théâtres voisins¹ ; une manœuvre d'entrée en premier puis de redéploiement, dont le centre de gravité se situait à Bamako, et une manœuvre de ravitaillement contrainte par des élongations importantes et par le rythme des opérations, dans le nord du pays.

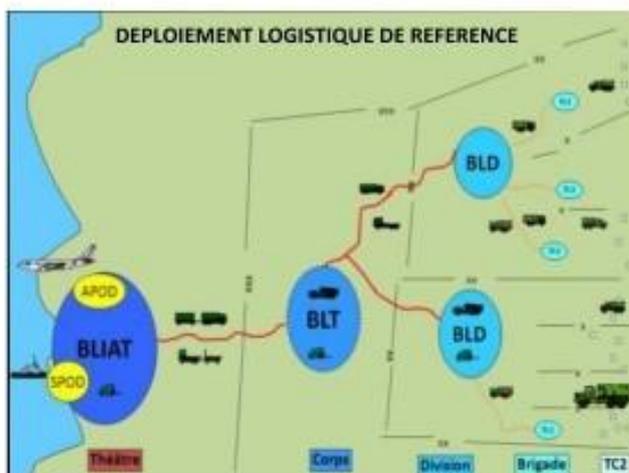
Cette opération représente par bien des aspects une réussite logistique majeure, notamment du fait de sa simultanéité avec le désengagement afghan. Elle est également un réservoir d'étude non négligeable pour la doctrine.

Si les acheminements stratégiques sont une première source de retour d'expérience (RETEX), la manœuvre tactico-logistique en est une seconde.

C'est à cette dernière problématique que nous allons nous intéresser.



OPERATION SERVAL : LE BATLOG SOUS OPCON DU PC GSIAT



Enseignée aux officiers sortant de leur temps de commandement d'unité élémentaire durant le cours d'état-major, une phrase de doctrine reste dans tous les esprits lorsque l'on pense au rôle de la BIA dans la manœuvre des soutiens : « la brigade n'est pas un échelon logistique ».

Mise en œuvre dans le cadre des exercices comme des opérations extérieures, cette règle n'a pas été démentie lors de la constitution de la force SERVAL.

Le déploiement « traditionnel », réparti en effet les unités logistiques d'une force depuis l'entrée de théâtre, niveau interarmées (BLIAT²), jusqu'au niveau divisionnaire (BLD³), avec en fonction des élongations, un échelon intermédiaire dit « Terrestre » (BLT⁴).

« la brigade n'est pas un échelon logistique »

¹ Côte d'Ivoire, Sénégal et Tchad.

² Base logistique interarmées de théâtre, armée par un Groupement de soutien interarmées de théâtre (GSAT).

³ Base logistique divisionnaire, armée par un Groupement de soutien terre (GST).

⁴ Base logistique terrestre, armée par un Groupement de soutien divisionnaire (GSD).

La cohérence d'emploi de cet ensemble, dont les moyens sont armés par les directions et services interarmées (D&SIA) et par la BL⁵, est de la responsabilité de l'Adjoint de Soutien Interarmées (ASIA), adjoint logistique du COMANFOR.

La BIA, bien qu'acteur logistique (elle dispose des TC2 et TC1 de ses régiments) n'est donc pas en doctrine un « échelon logistique », la division étant le dernier échelon de planification logistique d'une FOT⁶.

La brigade SERVAL, conformément à la référence doctrinale, n'a pas été « échelon logistique » et à l'instar de l'opération PAMIR, le BATLOG a assuré à la fois le soutien des niveaux opératif (entrée de théâtre) et tactique (soutien de la BIA SERVAL).

Le *memento sur le commandement de la logistique en opération (LOG 50.910)* précise :



« L'Administrative Controller France (ADCONF), désigné par le CEMA, est chargé du contrôle administratif de l'ensemble des forces françaises engagées, et ce, par délégation du CEMA. Il a de ce fait autorité sur les formations logistiques françaises, la logistique demeurant essentiellement une responsabilité nationale. » Il dispose pour cela d'un Etat-major de conception et de conduite.

Il précise également que : « La brigade n'est pas un échelon logistique et de ce fait, ne dispose que d'une cellule de suivi - synthèse de la situation logistique ».

Même isolée, la brigade ne devient pas un échelon logistique. « Dans le cas d'une brigade agissant isolément, le soutien peut être assuré par un DAS ou par un DST (détachement de soutien temporaire). »



Débarquement des premiers PP LOG 4 AMB

Outre son adéquation avec la doctrine « de référence », ce choix a également été guidé par le volume des moyens logistiques déployés au Mali. Le regroupement de l'ensemble sous une entité unique (le GSIAT⁷). Le BATLOG devenant, de fait, son organisme de mise en œuvre) a été, en effet, une réponse à la nécessaire optimisation d'un soutien réduit à son dimensionnement le plus juste.

De plus, le volume du S4 de la brigade ne lui permettait pas de mener une manœuvre logistique. Composé de 3 officiers, il était taillé aux normes d'engagement et de fonctionnement d'une brigade en opération (TTA 904⁸). Or, si un tel dimensionnement lui donne les capacités de participer aux travaux de conception de la manœuvre et au suivi des ressources de la BIA, son renforcement est impératif pour conduire une manœuvre logistique et pour assumer le rôle « d'intégrateur des soutiens » dévolu à tout échelon logistique.

L'organisation du soutien en « échelon unique » n'est d'ailleurs pas remise en cause dans le cadre de nos opérations extérieures. Les moyens logistiques des opérations PAMIR, LICORNE, EPERVIER, DAMAN ou TRIDENT, s'ils sont adaptés en organisation du fait des spécificités des théâtres et de l'environnement (multinational ou non notamment), sont ainsi aujourd'hui placés sous un commandement unique.

Malgré les différentes appellations données à ces unités (BATLOG, DETLOG, BCS), en fonction surtout de la taille du dispositif à soutenir, le modèle est aujourd'hui celui d'une unité logistique interarmées unique pour tout le théâtre.

La Base de Soutien Interarmées (BSIA) de l'opération LICORNE repose ainsi sur le même modèle qu'une BLIAT, en format réduit. Sous commandement de l'ASIA, elle gère à la fois le soutien de l'échelon opératif et de l'échelon tactique, et assure l'intégralité des composantes du soutien (CCL, Transport, DETIA⁹, maintenance, commissariat, service des essences, service de santé).

« le modèle est aujourd'hui celui d'une base logistique interarmées unique pour tout le théâtre »

Ce choix d'une composante unique tend à renforcer le rôle de l'interarmées dans tout le déploiement, depuis la partie opérative jusqu'à l'échelon tactique terrestre. Bien que cohérent avec nos « habitudes », il a impliqué pour le BATLOG SERVAL, d'être un pion logistique de niveau théâtre, au service d'une BIA qui ne maîtrisait pas son emploi en dépit de son statut de LCC (*Land component command*).

⁵ Brigade Logistique.

⁶ Force opérationnelle terrestre.

⁷ Groupement de soutien interarmées de théâtre, qui arme la BUAT.

⁸ Manuel d'emploi relatif à la brigade interarmées générique.

⁹ Détachement de transit interarmées.

UN BATLOG SOUS OPCON DU PC BIA AURAIT PU ETRE ENVISAGE

L'opération SERVAL est un engagement particulier, riche en enseignements logistiques, car elle mêle de nombreuses spécificités en un seul déploiement :



- **Les acteurs** ; interarmées (Terre, Air et Mer), inter-théâtres (Mali, Côte d'Ivoire, Tchad, Sénégal) et multinationaux (EUTM, FAMA¹⁰, France, MISMA¹¹, FATIM¹²).

- **Les élongations** ; Le Mali est vaste comme deux fois la France, 1 800 kilomètres séparent Bamako de Tessalit, 1 100 kilomètres entre Dakar et Bamako, 1 000 entre Bamako et Abidjan et 3 000 kilomètres entre Bamako et N'Djamena.

« SERVAL est un engagement particulier »

- **Le rythme de la manœuvre** ; les modes d'action ont privilégié la vitesse et la surprise, dans une manœuvre offensive.

- **Le tempo « politique »** ; déclenchée le 11 janvier 2013, l'opération SERVAL a vu dans le même mandat une mise en place massive et rapide ainsi que la planification et le début du retrait d'une partie de la force¹³.

Or ce sont bien ces spécificités qui auraient pu plaider pour que la BIA SERVAL devienne « échelon logistique ». Car, contrairement aux autres opérations récentes, les élongations couplées au rythme et à l'intensité de la manœuvre dans le nord ne militaient pas en faveur d'une base et/ou d'un commandement unique pour l'ensemble des unités logistiques du théâtre. D'autant plus que ces mêmes critères ont abouti à une organisation du commandement « opérationnel » en deux échelons : La BIA a en effet été désignée LCC durant le premier mandat SERVAL¹⁴, ce qui est une nouveauté au regard des opérations récentes pour lesquelles cette fonction était assurée par le PCIAT.

Les élongations et le rythme de la manœuvre ont, d'ailleurs, abouti à la création de deux sous groupement logistiques (SGL), un à Bamako et un à Gao, pour pallier les difficultés de coordination*. Or ces mêmes contraintes militaient également pour une différenciation franche entre le BATLOG et le GSIAT, par la création de deux unités logistiques distinctes.

En effet :

Le contrôle de la BIA (LCC) sur le BATLOG aurait permis d'améliorer la cohérence d'ensemble en redonnant aux échelons interarmées et interarmes leurs périmètres respectifs. Périmètres complémentaires l'un de l'autre et dont le but commun est *in fine* l'emport de la décision et la conservation de l'initiative sur le terrain.

Un tel choix aurait donc conduit à la création de deux unités logistiques :

- Le **GSIAT** sous **OPCON du PCIAT**¹⁵ : responsable de la manœuvre logistique interarmées au niveau opératif (Mali et théâtres concurrents). En charge de la boucle arrière vers le BATLOG, des convois inter-théâtres (Dakar-Bamako, Abidjan-Bamako, et liaisons aériennes) et du processus RSMI¹⁶. Et agissant dans un tempo très contraignant mêlant entrée en premier et redéploiement.
- Le **BATLOG** sous **OPCON du PC BIA** : responsable de la manœuvre logistique au niveau tactique. En charge de la boucle avant vers les GTIA. Agissant dans une manœuvre dynamique, au plus près des unités¹⁷, en fonction des efforts fixés par le chef interarmes.

« différencier le BATLOG du GSIAT par la création de deux bases logistiques distinctes »

Le tout sous **contrôle de l'ASIA**, responsable de la cohérence d'ensemble.

Cette différenciation est nécessaire à la conduite du soutien interarmées comme à la liberté d'action du chef interarmes.

¹⁰ Forces armées malienne.

¹¹ Mission internationale de soutien au Mali.

¹² Forces armées tchadiennes.

¹³ Dès le 07 avril soit trois mois après le début de l'opération, le FRAGO sur le désengagement de la brigade était signé. Pour un désengagement et une relève s'étalant jusqu'au 22 juin.

¹⁴ Le LCC a été transféré au PCIAT à compter du deuxième mandat SERVAL.

¹⁵ PC interarmées de théâtre.

¹⁶ Réception, stationnement, mouvement et intégration : processus d'accueil du personnel, des matériels et des ressources, sur le théâtre.

¹⁷ De nombreux renforcements des TC2 des GTIA ont été effectués par des éléments de BATLOG, dans plusieurs fonctions logistiques (maintenance en particulier).

SUIVRE ET FAIRE EVOLUER LA DOCTRINE

Si encore aujourd'hui le déploiement de référence reste « divisionnaire », le corpus doctrinal évolue, en particulier depuis les dix dernières années, et la logistique s'adapte pour répondre aux engagements actuels et futurs.

Le manuel de « doctrine du soutien logistique des forces terrestres en opérations extérieures » (EMP 20.902) de 2011 précise ainsi les modalités particulières du soutien d'une brigade engagée en dehors du cadre de la division (devenue *de facto* Land Component Command (LCC)). Ce document ouvre la voie vers une brigade « échelon logistique » en offrant la possibilité de lui adjoindre une structure logistique de circonstance, appelée « Groupement de soutien d'une force 5 000 hommes » (GS 5 000), et placée sous son autorité (OPCON).

« Le commandement de composante a la responsabilité de planifier et de commander la manœuvre logistique opérationnelle au niveau tactique »*

* DIA 4

Le manuel d'emploi de ce groupement existe d'ailleurs depuis 2007¹⁸.

Ces avancées doctrinales sont également présentes dans la DIA 4 (doctrine interarmées du soutien). La DIA 4 précise en effet : « *Le commandement de composante a la responsabilité de planifier et de commander la manœuvre logistique opérationnelle au niveau tactique et, si nécessaire, déployer un poste de commandement logistique de ce niveau*¹⁹ ».

Or la brigade SERVAL est devenue dès son déploiement sur le théâtre, *Land Component command* (LCC). Elle aurait donc pu avoir sous son commandement l'ensemble des composantes tactiques terrestres, logistique comprise, et se retrouver « échelon logistique » conformément aux évolutions de la doctrine. L'option de renforcer son S4, soit par des éléments du GSIAT soit lors de la génération de force, étant une réponse à la problématique de son sous-dimensionnement (le S4 devenant alors un G4).

* LES PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CHAÎNE DES SOUTIENS

Le document EMP 20.902 précise notamment :

« *Le soutien est un critère prépondérant pour le choix des modes d'action opératifs et tactiques.*

Pour le chef interarmes et interarmées la maîtrise de la performance du soutien repose sur deux principes : unicité et efficacité.

Le principe d'unicité indique la pleine responsabilité du chef interarmes et interarmées sur le théâtre d'opération. Le principe d'efficacité indique la recherche permanente du meilleur emploi possible des moyens pour atteindre le niveau d'efficacité nécessaire à sa manœuvre. »

On retrouve, à travers ces deux principes, deux notions fondamentales :

- La responsabilité du chef ; d'où une distinction nécessaire interarmées / interarmes (GSIAT / BATLOG dans le cas de SERVAL) dans des rôles pleinement complémentaires (**unicité du commandement**).
- L'optimisation de l'emploi des moyens ; rôle de l'ASIA comme niveau de synthèse et de contrôle de l'emploi des moyens nationaux (**continuité du commandement**).

Mais surtout, au-delà de l'aspect purement organisationnel, donner l'OPCON de la logistique « terrestre » au PC LCC permet de répondre aux *principes permanents du commandement militaire*²⁰, par le respect de deux principes clés : **unicité** et **continuité**. Le respect de ces deux principes, qui rejoignent également ceux de mise en œuvre de la chaîne des soutiens décrits dans le document 20.902*, se traduit en effet par :

- Une **distinction entre l'interarmées et l'interarmes**, pour assurer l'unicité du commandement à tous les niveaux dans une conduite déconcentrée de la manœuvre. Chaque échelon ayant, par délégation du COMANFOR, l'OPCON sur l'ensemble des unités de son niveau.

- Le **maintien d'un échelon de synthèse et de cohérence d'ensemble**, pour assurer la continuité et l'efficacité dans l'emploi des moyens. Ce rôle reste dévolu à l'ASIA qui conserve le contrôle sur l'ensemble des unités de soutien.

C'est le respect de ces principes qui assure la pleine complémentarité entre l'opératif (interarmées) et le tactique (interarmes). Or cette complémentarité est également nécessaire à la performance du soutien, définie par trois qualités incontournables : **réactivité** face aux évolutions de la situation sur le théâtre, **souplesse** d'organisation et de fonctionnement, et **interopérabilité** entre l'interarmes/interarmées comme en multinational.

« sanctuariser la logistique de l'échelon tactique interarmes »

Enfin, à l'heure d'une interarméisation plus poussée des moyens dans un souci de rationalisation, se poser la question de la logistique de la brigade revient à se poser la question du besoin de « sanctuariser » la logistique de l'échelon tactique interarmes. Car hors du cadre d'un engagement majeur, le commandement tactique bascule aujourd'hui de l'échelon division vers l'échelon brigade, ce que l'opération SERVAL ne dément pas. Or il apparaît difficile de ne pas envisager de basculer le commandement des moyens

logistiques afférents vers ce même échelon. Refuser cette bascule reviendrait à remettre en question l'existence ■■■

¹⁸ Manuel d'emploi du groupement de soutien d'une FOT nationale 5000 hommes, du 3 juillet 2007.

¹⁹ DIA 4, chapitre 3 (commandement du soutien en opération), paragraphe 3031. Faisant référence à la DIA 3-a sur le commandement des engagements opérationnels.

²⁰ Définis dans la DIA 3-a, ils comprennent : unicité, continuité et permanence, simplicité, coopération et transverse.

PERSONNAGE ATYPIQUE**Jules Louis Bolé de Chamlay**

Issu de la noblesse de robe, Chamlay était le fils d'Alexandre Simon Bolé (1607-1673), procureur au Parlement, anobli sous la Fronde. Il fit de solides études classiques, puis débuta sa carrière lors de la guerre de Hollande, qui dura de 1672 à 1678. Il eut alors le titre de maréchal général des logis aux camps et armées du roi.

Son ascension fut fulgurante, puisqu'en quelques années il réussit à se faire apprécier des principaux généraux de son époque (Condé, Turenne) et à s'imposer comme l'un des principaux collaborateurs de Louvois. Très apprécié et écouté du roi, il joua un grand rôle dans la définition de la « stratégie de cabinet ». À la mort de Louvois, le ministère de la guerre lui fut offert, mais il eut la modestie de refuser pour le laisser à Barbezieux, fils de Louvois, sous les ordres duquel il continua à travailler.

Le souverain lui confia également plusieurs missions diplomatiques. Chamlay semble avoir eu aussi un rôle important dans la création de la capitation. La Bruyère et Saint-Simon en parlent comme d'un homme supérieur dans la science militaire. Il fut Grand-croix de l'Ordre de Saint-Louis.

Jules Louis Bolé, fils unique d'Alexandre Simon Bolé (mort en 1673) et donataire entre vifs de Marguerite Lemaçon, sa mère, hérita de la maison que son père avait acquise en 1669 à Paris, rue du Colombier (aujourd'hui rue Jacob)

Personnage atypique, Chamlay a commencé sa carrière comme maréchal général des logis pendant la guerre de Hollande. Rapidement il réussit à se faire remarquer des plus grands généraux de son temps, par ses talents géographiques et logistiques, ce qui lui permit de s'imposer, dès 1678, comme un collaborateur indispensable de Louvois et du roi. Stratège à la pensée très rationnelle, il joua un rôle décisif dans le ravage du Palatinat en 1688-1689 et dans la mise en place de la stratégie de cabinet. À la mort de Louvois en 1691 et jusqu'en 1709, Chamlay devint le principal conseiller militaire du roi. Cette position unique lui permit également de détenir ses fonctions. Ainsi, il participa à la élaboration d'œuvres historiques avec les historiographes du roi Racine et Boileau ; il s'intéressa à la propagande et il mena des missions diplomatiques souvent confidentielles. Pragmatique, il chercha aussi à réformer l'outil militaire français, puis en vint à proposer des projets de réforme fiscale, en jouant un rôle décisif dans la élaboration de la capitation de 1695.

Pour aller plus loin :

<https://journals.openedition.org/rha/7207>

QUATRIEME PARTIE
LE SIOUX VOUS CONSEILLE

